

La faute à l'Europe ?

Le 20 mars dernier, sur *Boulevard Voltaire*, Christian Vanneste rappelait l'augmentation de 43 % des fonctionnaires locaux en France, gauche et droite confondues, passant de 1.265.000 en 1994 à 1.811.000 aujourd'hui, sans qu'il y ait de rapport avec l'augmentation de la population et ce, malgré l'augmentation de la productivité administrative.

Cette question aurait dû être au centre des débats pour les élections départementales. C'est loin d'être le cas, et on a droit à la place, à gauche comme à droite, à des débats moralisants et sentencieux autour du « *ni-ni* » par Nicolas Sarkozy, ou à un Premier ministre brandissant la menace fasciste ou antirépublicaine. En d'autres termes, on fait tout pour cacher les vrais enjeux et amuser la galerie ou l'électeur en évitant les questions qui fâchent.

Suite à l'article de Christian Vanneste, un commentateur expliquait que lorsque la France aura « *recupéré sa souveraineté* », ce problème, comme bien d'autres, sera résolu, comme si l'Europe avait quelque chose à voir avec cette gabegie. En fait, c'est bien parce que la France a gardé une certaine mesure de souveraineté que, contrairement aux autres pays européens, elle n'a cessé d'augmenter le nombre de ses fonctionnaires locaux et qu'avec plus de 600.000 élus, elle est, très loin devant les autres, la championne de l'Union européenne dans ce domaine.

Pour parler d'autres problèmes – l'insécurité, par exemple -, ce n'est pas l'Europe qui empêche la France de construire plus de places de prison (environ deux fois moins que dans d'autres pays comparables, comme l'Angleterre), ce qui aboutit à l'impossibilité de faire exécuter de nombreuses peines, faute de places. De même, ce n'est pas l'Europe qui empêche la France d'augmenter le budget de la Justice qui, selon de nombreux spécialistes, est très insuffisant, ce qui – à cause de la surcharge des tribunaux – nous vaut d'être régulièrement condamnés par la Cour européenne en raison des délais trop longs pour nos justiciables. Ce n'est pas non plus l'Europe qui nous impose d'avoir une politique particulièrement généreuse d'immigration et d'attribution de la nationalité française depuis des décennies.

Concernant nos déficits, cela fait plus de 30 ans (depuis la fin du septennat de Giscard) que tous les budgets de l'État votés par le Parlement, année après année, sont déficitaires. On n'a pas attendu l'euro pour faire preuve de laxisme en la matière mais on s'est contenté d'emprunter en euros à des taux bas au lieu de réduire notre déficit en dessous des 3 %.

En d'autres termes, la souveraineté nationale est certes une bonne chose, mais elle ne garantit en aucune façon que la France soit bien dirigée.

Sortir de Schengen, renégocier les traités européens, remettre en cause l'euro, pourquoi pas ? Mais faire jouer à l'Europe le rôle de bouc émissaire pour des problèmes français n'est pas sain pour notre avenir. Comme l'explique le philosophe René Girard, s'abriter derrière des boucs émissaires n'aidera en rien à résoudre les problèmes d'une société.